



**PRÉFET
DE LA CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

***Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne Franche-Comté***

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 99 DU 13 JANVIER 2026

portant modification de l'autorisation environnementale dont bénéficie la Société métallurgique de Fontaine Française (SMFF) pour exploiter une installation de fabrication de production de véhicules de transport de substances liquides sur les communes de Fontaine-Française

LE PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, L. 513-1, R. 181-45, R. 513-1, R. 516-1 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte ;

Vu l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2563 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 : "

Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage " ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663 (Stockage de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4719 ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 654 du 6 septembre 2019 portant autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 276 du 13 février 2023 portant prescription de mesures d'urgence ;

Vu le courrier préfectoral du 12 juin 2024 relatif à la mise à jour du classement administratif de l'établissement de la société SMFF situé à Fontaine-Française ;

Vu les documents transmis par la société SMFF le 5 novembre 2020, le 21 juillet 2021 et le 12 septembre 2025 en vue de modifier son installation sur la commune de Fontaine-Française ;

Vu les rapports de diagnostic et de suivi des eaux souterraines du 27 avril 2023, du 28 juin 2023, du 5 octobre 2023, du 11 janvier 2024 et du 19 avril 2024 ;

Vu le rapport du 21 novembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 4 décembre 2025 en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par lettre du 16 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'installation n'est plus subordonnée à la constitution de garanties financières ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2019 susvisé,

CONSIDÉRANT que les modifications de l'installation envisagées par la société SMFF portent sur :

- la suppression du point de rejet aqueux n°5 ;
- la mise à jour des concentrations et flux autorisés dans les rejets atmosphériques ;
- la mise à jour du plan de contrôle des rejets atmosphériques ;
- la mise en place d'une installation de traitement des eaux industrielles par évapoconcentration ;

CONSIDÉRANT que les modifications de l'installation envisagées par la société SMFF ne relèvent pas des rubriques du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient toutefois de préciser :

- les conditions de rejets atmosphériques ;
- les valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques ;

- les valeurs limites des flux de polluants atmosphériques ;
- la localisation des points de rejets aqueux ;
- les valeurs limites des concentrations dans les rejets aqueux ;
- les valeurs limites des flux de polluants aqueux ;
- les quantités de prélèvement en eau ;
- la liste des déchets générés par l'installation ;
- les modalités d'exercice et du contenu de l'auto-surveillance.

CONSIDÉRANT que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les eaux souterraines ont été polluées par une fuite de fuel en 2022 ;

CONSIDÉRANT que les diagnostics et les rapports de suivi des eaux souterraines réalisés en application de l'arrêté préfectoral du 13 février 2023 montrent une pollution de celles-ci ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'encadrer la surveillance des eaux souterraines vis-à-vis de la périodicité des contrôles et des paramètres à surveiller ;

CONSIDÉRANT que le courrier préfectoral du 12 juin 2024 susvisé, prend acte de la situation administrative de l'installation de la société SMFF suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il est dès lors nécessaire de modifier l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2019 ;

CONSIDÉRANT que ces précisions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les nouvelles caractéristiques techniques de l'installation doivent être prises en compte dans la rédaction des prescriptions applicables à l'exploitant ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Identification

La Société métallurgique de Fontaine Française (SMFF) (SIRET 016 950 958 00013) dont le siège social est situé route de Chazeuil, 21610 Fontaine-Française, qui est autorisée à exploiter à la même adresse des installations de fabrication de production de véhicules de transport de substances liquides, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du Préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 : Liste des installations modifiées

Les prescriptions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2019 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 9 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées ci-dessous.

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques et capacités maximales	Régime
2565-2a	<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670.</p> <p>2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant :</p> <p>a) Supérieur à 1500 l</p>	<p>Activité de décapage-passivation intérieure des semi-remorques citerne inox par aspersion :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une cuve de 1,6 m³ ; • une cuve d'appoint de 1 m³. <p>Activité de décapage automatique en cabine pour châssis et pièces diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une cuve de stockage de 1,8 m³ ; • une cuve d'appoint de 1 m³. <p>Activité de dégraissage automatique en cabine pour pièces diverses par aspersion :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une cuve de préparation de 1,8 m³. • Activité d'électropolissage : deux cuves d'électrolyte de 19 m³ et 2,6 m³ ; <p>Activité de décapage d'inox par pulvérisation manuelle : le volume total de produit est de 0,25 m³.</p> <p>Le volume total des cuves de traitement est de 29 050 litres.</p>	E
2940-2a	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :</p> <p>a) Supérieure à 100 kg/j</p>	<p>La quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est de 150 kg/j</p>	E
4120-2a	<p>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t</p>	<p>Atelier station :</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est de 13,5 t.</p>	A
2560-1	<p>Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure à 1000 kW</p>	<p>La puissance installée de l'ensemble des machines de travail mécanique des métaux est de 1425 kW.</p>	E
2563-2	<p>Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface.</p> <p>2. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 7 500 l</p>	<p>Activité de nettoyage/dégraissage d'inox par pulvérisation manuelle dans 2 halls de lavage de semi-remorques (secteur station) : un container de 1 m³ de préparation.</p> <p>La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé est de 1000 litres.</p>	DC
2575	<p>Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW</p>	<p>Une cabine de grenaillage.</p> <p>La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est de 48,25 kW.</p>	D

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques et capacités maximales	Régime
2663-1b	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 1. A l'état alvéolaire ou expansé (tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.), le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 200 m ³ mais inférieur à 2 000 m ³	Le volume maximum de mousse polyuréthane susceptible d'être stocké est de 880 m³ .	D
4718-2b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) 2. Pour les autres installations	Cuves de propane liquéfié : – un réservoir aérien de 22 776 kg ; – un réservoir aérien de 22 602 kg équipé d'un limiteur de remplissage abaissant de 5 tonnes la capacité maximale de stockage, soit 17 602 kg ; – deux cuves enterrées de 1750 kg chacune ; La quantité maximale de gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 susceptible d'être présente est de 43,9 t .	DC
4719-2	Acétylène (numéro CAS 74-86-2). 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t	La quantité maximale susceptible d'être présente dans l'installation est d'environ 400 kg .	D
1978-6	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 6. Revêtement et retouche de véhicules, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 0,5 t/ an	Consommation maximale de solvant : 14 t/an	D

A (Autorisation) E (Enregistrement) D (Déclaration) DC (déclaration avec contrôle périodique)

L'établissement ne relève ni de la directive SEVESO ni de la directive IED. »

ARTICLE 3 : Conduits et installations raccordées / Conditions générales de rejet

Les prescriptions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2019 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« Sauf mention particulière, les concentrations et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), et le cas échéant rapportés à une teneur en oxygène de référence.

Conduits et installations raccordés :

N° de conduit	Installations raccordées	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	ATELIER TRAIN - Soudure Robotisée PRS - rubrique 2560	Pas de traitement des gaz
Conduit N° 2	ATELIER TRAIN - Soudure manuelle mag chassis - rubrique 2560	Rejet muni d'un dépoussiéreur
Conduit N° 3	ATELIER VIROLE - Banc de découpe laser	Rejet muni d'un dépoussiéreur
Conduit N° 4	ATELIER SOUS-ENSEMBLE - Découpe laser	Rejet muni d'un dépoussiéreur
Conduit N° 5	ATELIER FONDS - Découpe plasma	Pas de traitement des gaz
Conduit N° 6	ATELIER FONDS - Soudure automatique MAG - rubrique 2560	Pas de traitement des gaz
Conduit N° 7	ATELIER NEF A - Soudure manuelle intérieure – rubrique 2560	Rejet muni d'un dépoussiéreur
Conduit N° 8	ATELIER FONDS - Polissage automatique fonds - rubrique 2560	Rejet muni d'un dépoussiéreur

N° de conduit	Installations raccordées	Autres caractéristiques
Conduit N° 9	ATELIER FONDS - arasage et polissage manuel - rubrique 2560	Rejet muni d'un dépoussiéreur
Conduit N° 10	ATELIER NEF B - Polissage manuel intérieur citerne – rubrique 2560	Pas de traitement des gaz
Conduit N° 11	ATELIER NEF A - polissage auto extérieur et manuelle int citerne – rubrique 2560	Rejet muni d'un dépoussiéreur
Conduit N° 12	TRAITEMENT DE SURFACE - Décapage automatique – rubrique 2565	Pas de traitement des gaz
Conduit N° 13	TRAITEMENT DE SURFACE - Grand bain électropolissage – rubrique 2565	Pas de traitement des gaz
Conduit N° 14	TRAITEMENT DE SURFACE - Petit bain électropolissage – rubrique 2565	Pas de traitement des gaz
Conduit N° 15	ATELIER TRAIN – Cabine de peinture n°1 – rubrique 2940 et 1978	Rejet muni de filtre céramique
Conduit N° 16	ATELIER TRAIN – Cabine de peinture n°2 – rubrique 2940 et 1978	Rejet muni de filtre céramique
Conduit N° 18	ATELIER TRAIN – Zones pompage cabine 1 et 2 - rubrique 2940 et 1978	Pas de traitement des gaz
Conduit N° 19	ATELIER TRAIN – Cabine de peinture n°3 – rubrique 2940 et 1978	Rejet muni de filtre céramique
Conduit N° 20	ATELIER TRAIN – Cabine de peinture n°4 – rubrique 2940 et 1978	Rejet muni de filtre céramique
Conduit N° 21	ATELIER TRAIN – Laboratoire préparation n°2 - rubrique 2940 et 1978	Pas de traitement des gaz
Conduit N° 22	ATELIER TRAIN – Zones pompage cabine 3 et 4 - rubrique 2940 et 1978	Pas de traitement des gaz
Conduit N° 23	ATELIER TRAIN – Cabine de peinture n°5 – rubrique 2940 et 1978	Rejet muni de filtre céramique
Conduit N° 25	ATELIER TRAIN – cabine de grenailage – rubrique 2575	Rejet muni d'un dépoussiéreur

Le plan d'implantation des conduits de cheminées se trouve en annexe du présent arrêté.

Conditions générales de rejet :

	<i>Hauteur minimale en m</i>	<i>Diamètre en m</i>	<i>Débit nominal en Nm³/h</i>	<i>Vitesse minimale d'éjection en m/s</i>
Conduit N° 1	10	0,45	8310	14,5
Conduit N° 2	10	0,2	725	6,4
Conduit N° 6	12	0,13	650	13,7
Conduit N° 7	10	0,45	3370	5,9
Conduit N° 8	12	0,5	2150	5
Conduit N° 9	10	0,5	2600	5
Conduit N° 10	10	0,45	4240	7,4
Conduit N° 11	10	0,4	2160	5
Conduit N° 12	11	0,4	3780	8,4
Conduit N° 13	10	0,8	12 720	7
Conduit N° 14	10	0,6	5420	5,3
Conduit N° 15	12	2,42	82 600	5
Conduit N° 16	12	2,42	42 700	5
Conduit N° 18	10	0,3	7420	29,4
Conduit N° 19	12	2,42	27 600	5
Conduit N° 20	12	2,42	52 300	5
Conduit N° 21	12	0,4	1390	5
Conduit N° 22	10	0,3	7280	28,9
Conduit N° 23	10	2,42	84 100	5,1
Conduit N° 25	10	1	23600	8,4

ARTICLE 4 : Valeurs limites dans les rejets atmosphériques

Le tableau de l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2019 susvisé est remplacée par les suivants :

Paramètre	Code CAS	Conduit n° 1, 2, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 25		
		Concentration mg/Nm³	Flux	
			g/h	t/an
			(pour la somme des flux des conduits 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 25)	
Poussières, y compris particules fines	-	40	4780	9,37
Cobalt (Co)	7440-48-4	1	47,8	0,09
Chrome	7440-47-3	1	47,8	0,09
Cuivre	7440-50-8	1	47,8	0,09
Manganèse	7439-96-5	1	47,8	0,09
Nickel	7440-02-0	1	47,8	0,09
Somme antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc		5	240	0,44

Paramètre	Code CAS	Conduit n° 12, 13, 14		
		Concentration mg/Nm3	Flux	
			g/h (pour la somme des flux des conduits)	t/an (pour la somme des flux des conduits)
Acidité totale exprimée en H+	-	0,5	26	0,1
Fluorure d'hydrogène (HF), exprimé en fluor (F)	7664-39-3	2	100	0,36
Chrome (Cr) total	7440-47-3	1	51	0,18
Chrome (Cr) VI	18540-29-9	0,1	2,6	0,009
Nickel	7440-02-0	5	51	0,18
Alcalins, exprimés en OH	-	10	511	1,82
Oxyde d'azote (NOx), exprimés en dioxyde d'azote (NO2)	10102-44-00	200 Sur un cycle de production	10 230	36,53
		800 maximum instantané		
Dioxyde de soufre (SO2)	7446-09-5	100	5118	18,2
Ammoniac (NH3)	7664-41-7	30	1536	5,48

Paramètre	Code CAS	Conduit n° 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23		
		Concentration mg/Nm3	Flux	
			g/h (pour la somme des flux des conduits)	tonne/an (pour la somme des flux des conduits)
COV		50	34013	14
Éthylbenzène	100-41-4	-	4129	5,1
Toluène	108-88-3	-	461	0,6
Xylène	1330-20-7	-	17119	14
Acétate de N Butyle	123-86-4	-	12305	14

ARTICLE 5 : Auto-surveillances des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses

Les prescriptions de l'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2019 susvisé sont remplacées par les suivantes :

10.2.1.1 dispositions générales :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Sauf disposition contraire, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence en vigueur précisées dans un avis publié au Journal officiel.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.

Les points de rejet doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

10.2.1.2 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés à l'article 3.3.1 du présent arrêté, est réalisée selon la périodicité minimale du tableau ci-dessous selon les normes en vigueur* au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations.

Une estimation des émissions diffuse est également réalisée selon la même périodicité.

Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la notification du présent arrêté par un organisme extérieur reconnu compétent.

Rejet	Fréquence
1, 2, 6 7, 8, 9, 10, 11 et 25	Tous les trois ans
12, 13, 14	Tous les trois ans
15, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23	Une fois par an

Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

10.2.1.3 Auto-surveillance des émissions par bilan

L'exploitant établit le bilan des émissions suivant :

Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COV	Plan de gestion de solvant	Annuelle

ARTICLE 6 : Origine et approvisionnement en eau

Les prescriptions de l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2019 susvisé sont remplacées par les suivantes :

*Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.

« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les consommations d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateur de la quantité prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement	Prélèvement maximal
				Annuel total (m ³ /an)
Réseau d'eau potable Compteur usine	Fontaine Française	U09-0400	X = 876805.8 Y = 6716632.4	6990 m ³ /an
Réseau d'eau potable Compteur Bureau		U09-0400	X = 876867.9 Y = 6716641.2	
Réseau d'eau potable Compteur atelier train		U09-0400	X = 876617.2 Y = 6716775.8	

»

ARTICLE 7 : Identification des effluents

Les prescriptions de l'article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2019 susvisé sont remplacées par les suivantes :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- En fonctionnement normal :
 - Eaux pluviales ;
 - Eaux domestiques ;
- En cas de nécessité de vidanger les bâches d'eau après traitement des eaux industrielles par évapo-concentration, avant nettoyage intérieur du stockage de distillat ou ajustement des volumes d'eau dans les stockages de l'installation :
 - Eaux résiduelles après épuration interne

ARTICLE 8 : Localisation des points de rejet

Les prescriptions de l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2019 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet à la sortie du périmètre ICPE	Nom	Rejet n°1 Eaux pluviales Ouest	Rejet n°2 Eaux pluviales Est
	Coordonnées en Lambert 93	X : 876813 Y : 6716625	X : 876813 Y : 6716625
Nature des effluents		Eaux pluviales	Eaux pluviales

Réseau de collecte et traitement si existant		Collecte dans un bassin de 720 m ³ puis rejet après prétraitement. Passage dans un déshuileur avec une teneur maximale en hydrocarbure de 5 mg/l.	Collecte dans un bassin de 1 500 m ³ puis rejet après prétraitement. Passage dans un déshuileur avec une teneur maximale en hydrocarbure de 5 mg/l.
Type de rejet en sortie de site		rejet canalisé dans le réseau d'eaux pluviales communal	rejet canalisé dans le réseau d'eaux pluviales communal
Pour un rejet canalisé vers une station d'épuration communale	Code station	/	/
	Nom station	/	/
	Commune station	/	/
Cours d'eau final	Code masse d'eau	FRU0925003 puis FRDR11293	FRU0925003 puis FRDR11293
	Nom masse d'eau	la « Torcelle » à hauteur de l'étang « Pagosse » /	la « Torcelle » à hauteur de l'étang « Pagosse » /
	Coordonnée en Lambert 93 (au point de contact avec le cours d'eau)	X : 877500 Y : 6716911	X : 877500 Y : 6716911

Point de rejet à la sortie du périmètre ICPE	Nom	Rejet n°3 Eaux domestiques	Rejet n°4 Eaux domestiques
	Coordonnées en Lambert 93	X : 876758 Y : 6716624	X : 876823 Y : 6716611
Nature des effluents		Eaux domestiques	Eaux domestiques
Réseau de collecte et traitement si existant		Réseau séparatif	Réseau isolé, avant le point de rejet, du réseau (rejet n°5) des eaux résiduaire.
Type de rejet en sortie de site		rejet canalisé dans le réseau d'eaux usées communal	rejet canalisé dans le réseau d'eaux usées communal
Pour un rejet canalisé vers une station d'épuration communale	Code station	060921277001	060921277001
	Nom station	STEU Fontaine-Française	STEU Fontaine-Française
	Commune station	Fontaine-Française	Fontaine-Française
Cours d'eau final	Code masse d'eau	FRDR11293	FRDR11293
	Nom masse d'eau	Ruisseau la « Torcelle »	Ruisseau la « Torcelle »
	Coordonnée en Lambert 93 (au point de contact avec le cours d'eau)	878888 6715953	878888 6715953

Point de rejet à la sortie du périmètre ICPE	Nom	Rejet n°5 Eaux résiduaires
--	-----	-------------------------------

	Coordonnées en Lambert 93	X : 876823 Y : 6716611
Nature des effluents		Eaux industrielles
Réseau de collecte et traitement si existant		Eaux après traitement par la station d'épuration des effluents industriels et évapoconcentration. Point de rejet fermé par une vanne et disposant d'un compteur totalisateur avant la jonction avec le réseau eaux domestiques (point de rejet 4).
Type de rejet en sortie de site		rejet canalisé dans le réseau d'eaux usées communal
Pour un rejet canalisé vers une station d'épuration communale	Code station	060921277001
	Nom station	STEU Fontaine-Française
	Commune station	Fontaine-Française
Cours d'eau final	Code masse d'eau	FRDR11293
	Nom masse d'eau	Ruisseau la « Torcelle »
	Coordonnée en Lambert 93 (au point de contact avec le cours d'eau)	878888 6715953

Cf. plan annexé au présent arrêté »

ARTICLE 9 : Fréquence, et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des rejets aqueux

Les prescriptions de l'article 10.2.3 de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2019 susvisé sont abrogées.

Les prescriptions de l'article 4.4.9 de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2019 susvisé et de ses sous articles sont remplacées par les suivantes :

« Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.

L'exploitant est tenu de respecter, en sortie de l'installation de traitement des effluents interne à l'établissement, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies, contrôlées sur l'effluent brut non décanté.

Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou par un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux de vannes, autres eaux de procédé...) non chargés de produits toxiques.

En cas de nécessité de vidanger les bâches d'eau après traitement des eaux industrielle par évapoconcentration, un échantillon représentatif est analysé avant rejet et l'exploitant s'assure du respect de l'ensemble des valeurs limites applicables. Chaque rejet est consigné (volume + date) dans un registre par l'exploitant.

Les eaux résiduaires (Point de rejet référencé n°5) : eaux industrielles respectant les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous.

- Température maximale : 30 °C
- pH : minimal : 5,5 ; maximal : 8,5
- Débit maximal journalier (m3/j) : 7

Le pH et le débit sont mesurés et consignés avant rejet dans le cas d'un traitement par bâchée. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet.

Des prélèvements et analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance (métaux et cyanures totaux) sont effectués par un laboratoire qui devra être agréé pour le prélèvement et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

<i>Paramètre</i>	<i>Code SANDRE</i>	<i>Rejet n°5</i>		
		<i>Concentration journalière maximale (mg/l) (*)</i>	<i>Flux maximal journalier (kg/j)</i>	<i>Périodicité minimale d'auto-surveillance</i>
Matières en suspension	1305	2	-	avant chaque rejet
Demande Chimique en Oxygène	1314	300	5	avant chaque rejet
Azote global	1551	150	5	avant chaque rejet
Phosphore total	1350	50	-	avant chaque rejet
Indice hydrocarbure	7007	5	-	avant chaque rejet
AOX	1106	1	-	avant chaque rejet
Fluorure anion	7073	15	-	avant chaque rejet
Indice Cyanures totaux	1390	0,1	-	avant chaque rejet
Argent	1368	0,5	-	avant chaque rejet
Fer, aluminium et composés (en Fr+Al)	7714	5	-	avant chaque rejet
Cadmium	1388	0,25	-	avant chaque rejet
Chrome hexavalent	1371	0,05	0,0035	avant chaque rejet
Chrome et ses composé (en Cr)	1389	1,5	0,005	avant chaque rejet
Cuivre	1392	0,5	0,005	avant chaque rejet
Plomb	1382	0,4	0,005	avant chaque rejet
Nickel	1386	2	0,0014	avant chaque rejet
Étain	1380	2	-	avant chaque rejet

Zinc	1383	2	0,02	avant chaque rejet
Chloroforme	1135	0,25	0,002	avant chaque rejet
Mercurure	1387	0,025	-	avant chaque rejet

Les taux d'abattement minimaux que doit respecter la station d'épuration externe sont présentés dans le tableau suivant. L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection les justificatifs annuels du respect de ces taux par la station.

Substances	MES	DBO ₅	DCO	Azote global	Phosphore total
Taux d'abattement	85,00 %	90,00 %	90,00 %	70,00 %	90,00 %

»

ARTICLE 10 : Déchets produits par l'établissement

La colonne « Mode d'élimination » tableau de l'article 5.1.7 « déchets produits par l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2019 est supprimée.

Avant le tableau de l'article 5.1.7 « déchets produits par l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2019 est ajoutée la phrase :

« L'exploitant respecte la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1 du Code de l'environnement ».

Au tableau de l'article 5.1.7 « déchets produits par l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2019 est ajoutée la ligne ci-dessous :

Concentrats d'évapo-concentration	16 10 03*	210	Cuves
-----------------------------------	-----------	-----	-------

»

ARTICLE 11 : Prescriptions abrogées

Les prescriptions de l'article 1.2.2 « Modalité de consultation des informations sensibles » de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2019 sont abrogées.

Les prescriptions du chapitre 1.4 « Garanties financières » de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2019 sont abrogées .

Article 12 surveillance des eaux souterraines

Les prescriptions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 276 du 13 février 2023 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« A - réseau de surveillance :

- Mise à jour et renforcement du réseau de surveillance

Au besoin, sur la base des investigations engagées et des diagnostics environnementaux consécutifs à la fuite de fuel de novembre 2022, le réseau de surveillance des eaux souterraines est renforcé par

l'implantation de nouveaux piézomètres judicieusement positionnés et présentant des profondeurs adaptées pour :

- x circonscrire l'extension horizontale et verticale de la pollution ;
- x détecter les substances recherchées ;
- x surveiller la qualité des eaux souterraines aux abords des enjeux à protéger (en lien avec l'Interprétation de l'État des Milieux et le Plan de Gestion mentionnés à l'article 3).

L'exploitant peut retirer du réseau de surveillance les éventuels piézomètres pour lesquels un suivi n'apparaît plus pertinent au regard de leur implantation et des objectifs des prescriptions du présent arrêté, sur justification. Ces piézomètres seront toutefois conservés jusqu'à la fin des travaux du plan de gestion, pour le cas où des analyses particulières seraient nécessaires.

- Transmission des propositions et mise en œuvre

Dans le cas où les investigations susvisées montrent la nécessité d'une mise à jour du réseau de surveillance des eaux souterraines, les propositions de l'exploitant sont communiquées à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours suivant de la réception du rapport. Les nouveaux piézomètres sont implantés dans un délai n'excédant pas 5 mois suivant de la réception du rapport.

Le réseau de surveillance à prendre en considération est à minima constitué des ouvrages suivants :

Ouvrages existants	Profondeur (m)	Localisation par rapport au site	Identifiant BSS
PZ1	16	Amont immédiat du site	BSS004HMQC
PZ2	12	Latéral de la source de pollution	BSS004HMQF
PZ3	15	Aval	BSS004HMTV
PZ4	13	Aval latéral	BSS004HMTW
PZ5	13	Aval latéral	BSS004HMTX
PZ6	14	Aval latéral	BSS004HMTY
PZ7	15	Aval	BSS004HMTZ
PZ8	20	Amont latéral de la pollution	BSS004JVRY
PZ9	17	Latéral	BSS004JVZA
PZ10	18	Latéral de la source de pollution	BSS004PJCW
PZ11	18	Au droit de la source de pollution	BSS004PJCX
PZ2bis	25	Latéral de la source de pollution	BSS004LPLT
PZA	25	Latéral de la source de pollution	BSS004LPLR
PZC	24	Latéral de la source de pollution	BSS004LPLS

B - Création et entretien des ouvrages

Lors de la réalisation d'un forage en nappe, toutes les dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

L'exploitant fait inscrire l'ensemble des ouvrages de surveillance (anciens et nouveaux) à la Banque du Sous-sol, auprès du service géologique régional du Bureau de Recherches Géologiques et Minières

(BRGM). Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci, qu'il communique à l'inspection sous un délai de 8 jours.

L'exploitant surveille et entretient les ouvrages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage, tout incident pouvant compromettre les intérêts protégés par les articles L.210-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage l'exploitant informe le préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

La réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des ouvrages se font conformément au bon état de l'art. Le respect de la norme NF X31-614 concernant la réalisation de forages de surveillance des eaux souterraines au droit et autour d'un site potentiellement pollué et de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé est présumé satisfaire à cette exigence.

C - Programme de surveillance

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

L'exploitant fait réaliser les analyses par un laboratoire agréé en application de l'arrêté du 26 juin 2023 susvisé, ou dans le cas où aucun laboratoire n'est agréé pour une des substances, l'analyse de ces substances sera réalisée par des organismes accrédités sur le référentiel NF EN ISO/CEI 17025 par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme d'accréditation signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA MLA).

Les paramètres minimaux à analyser sont les suivants, avec les fréquences associées :

Ouvrage de surveillance	Fréquence	Paramètres* (SANDRE)	Code SANDRE	Valeur repère*
PZ1 à PZ11, PZ2bis PZa PZc	Trimestrielle (4 analyses par an dont une pour chacune des périodes de hautes eaux et basses eaux de l'année : février/mars et	Indice Hydrocarbure	7007	1000 µg/l
		HCT C5-C10	3332	1000 µg/l
		HCT C10-C40	3319	1000 µg/l
		Composés Aromatiques Volatils (BTEX)	5918	1 µg/l (Benzène)
		Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP)	6136	Somme 4 HAP 0,1 µg/l Somme 6 HAP 1µg/l

	juillet à septembre)	Hauteur d'eau dans le piézomètre		
--	----------------------	----------------------------------	--	--

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

* : les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (norme de potabilité, les textes nationaux en vigueur définissant la qualité des milieux, Etc). Sont à minima retenues les normes de qualité suivantes :

- Indice Hydrocarbure (SANDRE 7007) : 100 µg/l
- BTEX (Benzène) : 1 µg/l
- Somme 4 HAP (SANDRE 2033) : 0,1 µg/l
- Somme 6 HAP (SANDRE 2034) : 1 µg/l

D - Transmission des résultats

Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de surveillance des émissions réalisées conformément aux prescriptions édictées par le présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans le mois suivant la réalisation des mesures sur sites. L'exploitant joindra aux télédéclarations périodiques, les rapports de surveillance contenant notamment le détail des prélèvements, la carte des courbes izopièzes imposées au C de l'article 4.2.2 du présent arrêté, une analyse des résultats, une comparaison par rapport aux valeurs antérieures et aux valeurs de référence sur la qualité des eaux souterraines, ainsi que des commentaires sur l'évolution de la qualité de l'eau souterraine.

Dans le cas d'une impossibilité technique avérée pour la transmission numérique des résultats via l'application précitée, les résultats de cette auto-surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées dans les mêmes délais sous forme d'un rapport (la transmission se fera par voie électronique à ud21.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr) comportant les éléments susmentionnés.

L'exploitant assure la traçabilité et la pérennité de la conservation des données dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines.

E - Bilans quadriennaux

L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans à compter de l'année 2025, un bilan quadriennal.

Ces bilans sont réalisés conformément aux guides ministériels et méthodes normalisées en vigueur. Ils récapitulent l'ensemble des résultats collectés depuis la mise en place de la surveillance et en analysent la dynamique.

Lors de la réalisation de ces bilans quadriennaux, l'étude hydrogéologique sera réexaminée et, si nécessaire, révisée en vue de vérifier les éventuelles évolutions du contexte et des enjeux. Les résultats collectés et la révision de l'étude hydrogéologique pourront conduire à modifier le plan de surveillance, en l'allégeant, voire en l'arrêtant, ou en le renforçant suivant la nature des évolutions

constatées. Tout arrêt ou modification est conditionné à un avis de l'inspection des installations classées.

F - Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du présent arrêté, les analyses et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement, ou d'écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 122-5 II 2° du Code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages. »

ARTICLE 13 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société Métallurgique de Fontaine Française.

ARTICLE 14 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette

notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

ARTICLE 15 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et le maire de la commune de Fontaine-Française sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

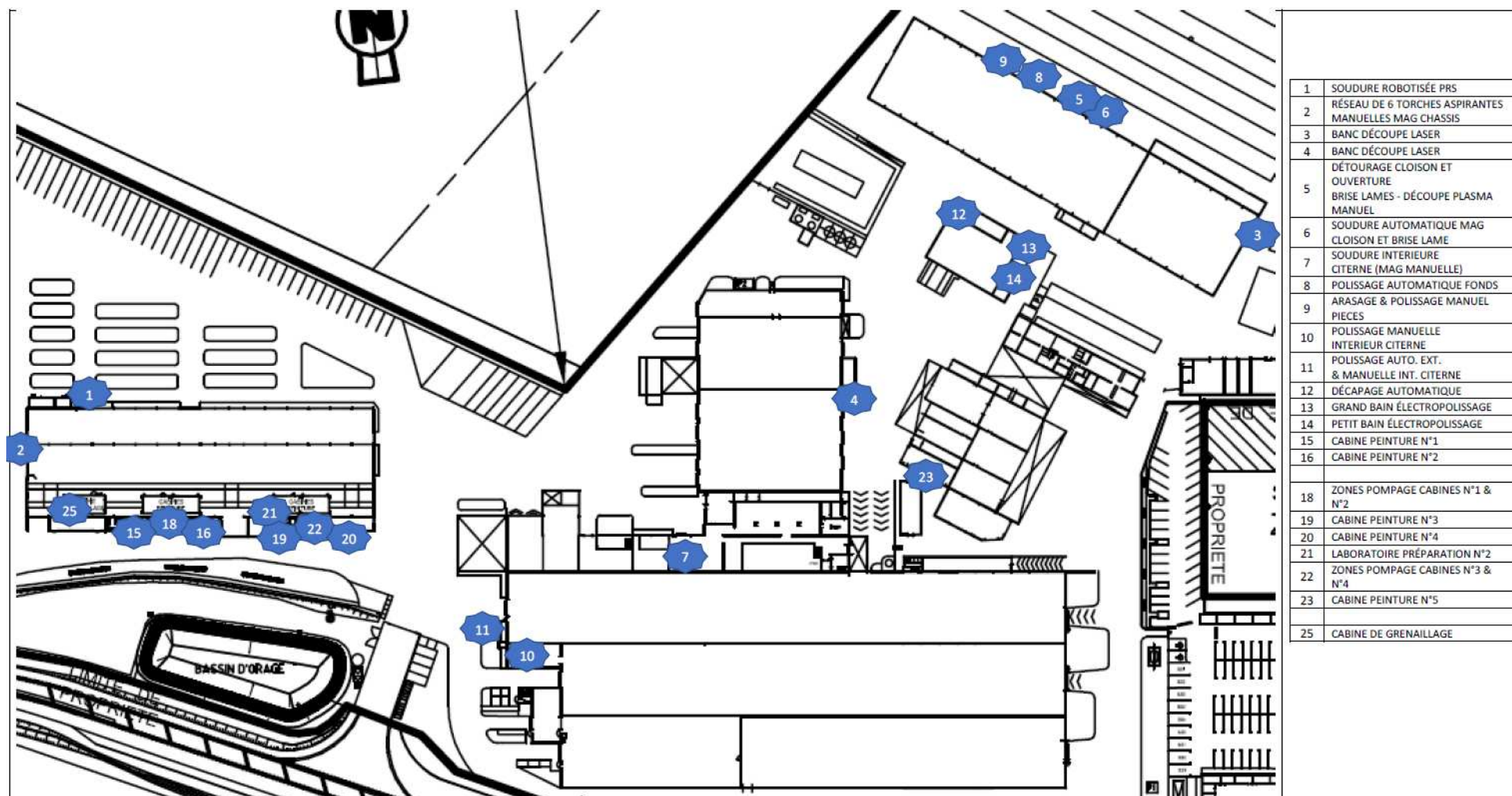
LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général

SIGNÉ

Denis BRUEL

Annexe 1 : Plan d'implantation des conduits de cheminées

Source : Étude technico-économique de mise en conformité des conduits de cheminées du 26 octobre 2020



Annexe 2 : Implantation des piézomètres

Source : Rapport d'étude diagnostic environnemental n°8515696_R7V1 du 30 septembre 2024

